

TROUSSE ANTI-AUSTÉRITÉ

Poser les jalons d'une économie post-COVID
juste et résiliente



Institut de recherche
et d'informations
socioéconomiques

Février 2022



Mode d'emploi

- Vous avez téléchargé la trousse anti-austérité de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).
- Vous pourrez utiliser son contenu pour aider à prévenir un éventuel retour des politiques d'austérité au Québec. Ces politiques ont un effet délétère sur les services à la population, elles contribuent à accroître les inégalités et la précarité, et nous empêchent de progresser vers une société et une économie plus résilientes.
- La trousse se veut à la fois un outil pour mieux comprendre certaines notions et pour répondre à la morosité et au cynisme en offrant de nouvelles approches pour faire face aux défis socioéconomiques de notre temps.
- La trousse vous permet d'organiser vos propres activités de formation.
 - Pour ce faire, commencez par lire les cinq fiches socioéconomiques pour acquérir une bonne connaissance du contenu à transmettre.
 - Parcourez ensuite les 42 diapositives de la présentation PowerPoint pour voir comment est résumé le contenu des 5 fiches.
 - Vous pourrez ensuite utiliser ce guide d'accompagnement, qui comprend des notes et des commentaires, pour alimenter votre présentation.
- En suivant les notes de ce guide d'accompagnement, vous pouvez organiser une activité de formation sur l'austérité et l'économie post-COVID sans être vous-même un-e expert-e.
- Nous recommandons à toute personne qui se lance dans l'organisation d'une formation d'y voir un exercice d'apprentissage collectif où tous et toutes contribueront à la réflexion que vous animerez. Gardez un ton humble, pédagogique et critique : notre espace public est saturé de relations publiques plus ou moins honnêtes et de discours obscurantistes; ayons pour objectif de nous adresser à l'intelligence des gens et d'affûter leur sens critique plutôt que de les « intoxiquer ».

N'hésitez pas à faire parvenir vos questions et commentaires à l'IRIS :
secretariat@iris-recherche.qc.ca

DIAPO. N° 1

Titre

DIAPO. N° 2

Objectifs de la trousse

- Les débats acrimonieux que nous avons connus sur les mesures sanitaires depuis le début de la pandémie ont en partie éclipsé la situation des finances publiques. Hormis les critiques formulées à l'encontre des dépenses du gouvernement fédéral à travers des mesures de soutien, comme la PCU, ou d'autres mesures moins controversées d'appui financier aux entreprises, peu de gens s'aventurent pour l'instant à proposer de sabrer dans les dépenses publiques. Les besoins sont criants, et la pandémie ne constitue qu'une facette des enjeux urgents auxquels nous sommes confrontés.
- Cette trousse entend par conséquent fournir un argumentaire qui :
 1. rejette à l'avance tout discours catastrophiste sur les finances publiques et toute tentative d'imposer des mesures d'austérité à la population québécoise;
 2. offre de nouvelles perspectives pour agir face aux grands défis de notre temps.
- Cette trousse aborde cinq grands thèmes qu'il faut pouvoir maîtriser avant de prendre des décisions collectives. Fidèle à son habitude, l'IRIS a construit son argumentaire en songeant à l'intérêt collectif plutôt qu'à celui d'une minorité de possédants.

DIAPO. N° 3

Contenu

- Voici les cinq thèmes que nous abordons dans notre série de fiches et dans cette présentation.
- Nous traiterons d'abord de **l'austérité et de la situation des finances publiques**. Nous aborderons ensuite les **différentes formes de relance économique**. En troisième lieu, nous insisterons sur l'urgence de mettre en œuvre une **transition écologique**. Nous verrons ensuite comment la **politique monétaire** peut nous être utile. Enfin, nous indiquerons comment et pourquoi il faut transformer le fonctionnement de l'économie par une meilleure **planification démocratique**.

DIAPO. N° 4

Austérité – Thème 1/5

- Même si elle ne figure pas dans le programme gouvernemental à court terme, l'austérité risque tôt ou tard de revenir par la grande porte. Il faut donc démystifier ce concept et montrer qu'il n'est pas un simple choix comptable, contrairement à ce que certains affirment. Comprendre les politiques d'austérité et leur impact réel sur notre société est une étape défensive préalable. C'est seulement après que la menace austéritaire a été désamorcée qu'il devient possible de « contre-attaquer », c'est-à-dire de proposer une tout autre approche pour relever les défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

Objectifs de cette section :

- Définir l'austérité et rappeler comment elle affecte durement les services à la population et nuit à la vigueur de l'économie.
- Montrer qu'elle sert néanmoins certains intérêts à travers notamment la privatisation des outils collectifs.
- Montrer que les finances publiques du Québec se portent bien malgré les effets de la pandémie.

Questions suggérées pour l'amorce :

- Comment se portent les finances du Québec, selon vous ?
- Qu'est-ce que l'austérité ?
- Si vous étiez ministre des Finances, que changeriez-vous dans les revenus ou les dépenses du gouvernement ?

DIAPO. N° 5

Austérité : une définition qui varie

- Pour ses partisans, elle serait nécessaire pour assainir les finances publiques.
 - Elle implique des compressions budgétaires ou un niveau de dépense qui est inférieur à l'évolution des besoins.
 - Et elle implique de nouveaux prélèvements fiscaux, notamment des taxes et des tarifs.
- Pour ses critiques, l'austérité serait plutôt une façon de modifier le fonctionnement de l'État, plus particulièrement de participer à l'avancée des politiques néolibérales.
 - En effet, lorsqu'un gouvernement a appliqué des politiques d'austérité, il en a profité pour accroître la place du secteur privé dans l'offre de services à la population ou encore pour imposer des modes de gestion inspirés du privé au sein de l'administration publique.

DIAPO. N° 6

Néolibéralisme / hypercapitalisme

- L'IRIS a publié différents ouvrages qui décrivent la mise en œuvre des politiques néolibérales au Québec :
 1. *Dépossession* (tomes 1 et 2), sur les ressources naturelles et les services publics
 2. *Détournement d'État*, sur les politiques néolibérales appliquées entre 2003 et 2018 par le Parti libéral du Québec.

DIAPO. N° 7

L'austérité dans l'histoire récente

- En 1996, Lucien Bouchard adopte la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire (LEB), qui enchâsse dans la loi l'obligation d'équilibrer le budget. C'est une mesure très conservatrice qui rivalise avec l'approche d'États américains parmi les plus conservateurs sur les questions fiscales. C'est l'équivalent d'une camisole de force qu'on passe aux finances publiques du Québec.
 - En 1996, les dépenses de programmes reculent de 4 %.
- En 2006, Jean Charest fait adopter la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations. C'est une deuxième camisole de force qu'on enfle par-dessus la première. Il ne s'agit pas que de choix comptables : cette mesure s'inscrit dans ce que le Parti libéral avait d'abord nommé la « réingénierie de l'État », qui vise notamment à accroître la place du privé dans les services publics (par l'entremise, entre autres, des partenariats public-privé ou PPP). Le gouvernement libéral procède par ailleurs à une première vague de fusions en santé.
- Lors du deuxième mandat de Jean Charest, le ministre des Finances Raymond Bachand évoque une « révolution culturelle » qui est en fait une révolution tarifaire dont l'objectif est d'accroître les revenus de l'État. Dans la foulée, on vise à remplacer le principe d'universalité de l'accès aux services par celui de l'utilisateur-payeur.
- Philippe Couillard appliquera ensuite des politiques d'austérité d'une férocité inédite depuis Lucien Bouchard. Il imposera des compressions dans pratiquement tous les programmes et services publics. Il procédera lui aussi à une transformation de l'État, en particulier avec l'infâme réforme menée par Gaétan Barrette dans le système de santé. Couillard, comme Charest et Bouchard avant lui, n'a pas seulement opéré un soi-disant rééquilibrage des finances publiques : il a profité du contexte d'austérité pour favoriser le « détournement d'État », tel que l'a défini l'IRIS.

DIAPO. N° 8

Conséquences de l'austérité

1. On coupe, on sous-finance, on appauvrit les services publics. La réputation des services publics se dégrade au sein de la population.
2. Les travailleuses en santé ou en éducation se retrouvent dans une situation de pression perpétuelle. Lorsqu'en plus, une crise sanitaire comme la pandémie survient, les services publics sont incapables de répondre adéquatement aux besoins de la population.
3. Les services publics constituent un moyen privilégié de répartir la richesse. Leur détérioration contribue aux inégalités socioéconomiques.
4. Le soutien au secteur privé désarticule le système et le prive de ressources financières et humaines. Parfois, le privé, dont le gouvernement a soutenu le développement, lui revend ses services à fort prix. La logique inefficace et inéquitable du marché remplace peu à peu l'accès universel aux soins.
5. Lorsque l'État réduit ses dépenses, il prive l'économie de flux monétaires (sous forme, par exemple, d'investissements en infrastructures ou de versement de salaires). Cette tendance force les ménages et les entreprises à s'endetter. Durant la pandémie, on a vu le renversement de cette tendance alors que les transferts à la population – signalant une intervention massive de l'État – ont réduit le fardeau de l'endettement privé.

DIAPO. N° 9

État de la situation : la dette est maîtrisée – graphique 1

- La courbe montre l'évolution du poids de la dette du Québec (en % du PIB, donc par rapport à la taille de son économie).
- On constate que la tendance est à la baisse depuis le milieu des années 1990 et que la pandémie n'a eu qu'un effet passager sur cette tendance.

DIAPO. N° 10

Le gouvernement peut compter sur des surplus budgétaires – graphique 2

- Ce graphique montre le solde budgétaire annuel lors des sept derniers exercices budgétaires du gouvernement québécois (sans prendre en considération les versements au Fonds des générations).
- On s'aperçoit que, même si la pandémie a causé des déficits mineurs considérant l'ampleur du choc (et en comparaison avec les déficits de près de 400 milliards de dollars réalisés par le gouvernement fédéral), le bilan sur 7 ans est un surplus de plus de 15 milliards de dollars. Une partie de ces économies s'explique par les coupes dans les services publics réalisées sous le gouvernement Couillard. Ces coupes ont fragilisé le système de santé à la veille de la pandémie de COVID-19.

DIAPO. N° 11

Austérité : pistes de réflexion

1. Les graphiques des diapos 9 et 10 montrent que l'endettement a diminué depuis 25 ans, que le gouvernement du Québec a accumulé de vastes surplus budgétaires lorsqu'on fait le cumulatif des 7 dernières années (en excluant les versements au Fonds des générations) et que les paiements pour le service de la dette sont bas.
2. L'obsession du déficit zéro et de la réduction de la dette aux dépens d'autres objectifs plus importants est dépassée. Ce serait faire preuve d'un zèle néfaste pour la qualité et l'accessibilité des services publics.
3. Le gouvernement devrait aussi hausser ses revenus fiscaux pour renverser la tendance à la concentration de la richesse (nouvel impôt sur la richesse, nouveaux paliers d'impôt sur le revenu, lutte contre les paradis fiscaux, etc.).

DIAPO. N° 12

La relance économique – Thème 2/5

- L'État est régulièrement venu à la rescousse de l'économie capitaliste depuis plus d'un siècle. Après la Grande Dépression des années 1930, on lui a d'ailleurs confié davantage de responsabilités dans l'économie. Même si à partir des années 1980, les néolibéraux se sont attaqués à la nature de l'action étatique dans la sphère économique, l'État est venu sauver de temps à autre le système, notamment en investissant massivement pour relancer une économie en crise.
- Si l'intervention de l'État pour redémarrer une économie est en soi positive, encore faut-il que cette relance canalise les investissements dans les domaines les plus porteurs. C'est pourquoi il faut veiller à ce que la relance économique qui suivra la pandémie soit davantage inclusive que les précédentes, notamment en investissant dans les domaines largement féminins, mais aussi à ce qu'elle contribue à la transition écologique et à la démocratisation de l'économie.

Objectifs de la section :

- Comprendre le rôle de l'État dans la relance de l'économie.
- Montrer sous quels critères la relance peut être bénéfique pour la collectivité.
- Expliquer pourquoi la relance ne doit pas de nouveau laisser les femmes de côté.

Questions pour l'amorce :

- Diriez-vous que l'État est interventionniste ou non au Québec ?
- Les choses ont-elles changé avec le temps ?
- Quand l'État devrait-il intervenir dans l'économie ? : (a) le moins possible (b) en temps de crise seulement (c) tant qu'il le faut pour répondre adéquatement aux besoins de la population.
- Les interventions étatiques favorisent-elles plutôt les femmes ou plutôt les hommes ?

DIAPO. N° 13

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ?

- Depuis les années 1930, on fait appel aux investissements publics pour relancer une économie en crise. Les conséquences sociales et économiques désastreuses de la Grande Dépression de 1929 ont mené les gouvernements à donner un rôle important aux États (stimulation de la demande, répartition de la richesse, offre de services publics...). L'économiste britannique John Maynard Keynes a contribué à populariser ces idées en démontrant les bénéfices économiques associés aux interventions de l'État qui visent à soutenir la demande. Les théories de Keynes ont inspiré plusieurs pays industrialisés durant un demi-siècle.
- Cependant, à partir des années 1980, on donne la priorité aux entreprises privées et à la logique autodestructrice du libre marché. On amorce aussi le démantèlement de « l'État social », davantage orienté sur l'offre directe de services en réponse aux besoins de la population. C'est les débuts du néolibéralisme.
- En temps de crise, comme ce fut le cas à la suite de la crise économique de 2008 causée par les dérèglements des marchés financiers, les États redeviennent plus actifs pour soutenir l'économie. Toutefois, leur intervention vise à se substituer temporairement au secteur privé pour soutenir la croissance de l'économie, et non à améliorer durablement les services publics.

DIAPO. N° 14

Keynes désuet? – illustration 1

- Des personnages représentant le capitalisme américain et l'économiste John Maynard Keynes marchent le long d'une falaise.
- Le capitalisme américain explique à Keynes que sa pensée est désuète et que l'économie moderne n'a plus besoin de ses idées, notamment sur le rôle interventionniste de l'État dans l'économie.
- Le capitalisme américain perd l'équilibre et appelle Keynes à l'aide au moment où il s'apprête à tomber dans le gouffre.
- Keynes sauve le capitalisme américain.
- Les deux se remettent à marcher et le capitalisme américain reprend de plus belle en affirmant que Keynes n'est vraiment d'aucune utilité.

DIAPO. N° 15

La relance post-COVID

- Pour l'instant, le gouvernement du Québec s'est donné une stratégie de relance dans laquelle la majorité des dépenses annoncées iront à des secteurs majoritairement masculins qui ont été moins affectés que d'autres par la pandémie, dont la construction et les technologies numériques.

DIAPO. N° 16

La crise sanitaire a affecté davantage les femmes – graphique 3

- Le graphique 3 montre que, lorsqu'on considère les données de l'emploi depuis le début de la pandémie et du choc économique qu'elle a provoqué, les femmes ont été légèrement plus nombreuses à se retrouver au chômage que les hommes, mais elles ont été aussi beaucoup plus nombreuses à perdre leur emploi, à se retrouver au travail à temps partiel ou à quitter le marché du travail.

DIAPO. N° 17

Il ne faut pas répéter les erreurs du passé – graphique 4

- Le graphique 4 montre comment se sont répartis, en comparant les hommes (en bleu) et les femmes (en rouge), (1) les investissements de la relance après la crise de 2008-2009, puis (2) l'impact de l'austérité.
- On constate que les hommes (en bleu) ont davantage bénéficié des mesures de relance et qu'ils ont moins subi les coupes lors de l'application de politiques d'austérité.

DIAPO. N° 18

Relance économique : pistes de réflexion

- La pandémie actuelle a montré que l'intervention de l'État est nécessaire au fonctionnement de l'économie.
- En somme, l'intervention de l'État est souhaitable si elle bénéficie à l'ensemble de la population et aide réellement à répondre aux grands enjeux de notre époque, notamment l'urgence climatique.
- C'est aussi vrai pour la situation des femmes, qui ont été plus durement touchées par la pandémie et qui ne doivent pas être laissées de côté dans l'élaboration des mesures de relance économique. Il s'avère essentiel d'investir dans l'économie du *care* pour améliorer la situation des femmes et prévenir les prochaines crises en renforçant les services publics.

DIAPO. N° 19

La transition écologique – Thème 3/5

- En 2022, il est impensable de traiter d'économie sans parler d'environnement. Les deux enjeux sont inextricablement liés. Ainsi, de la même façon qu'on présente année après année, et plusieurs fois par année, l'état des finances publiques du Québec, on devrait présenter à la population le niveau d'émission de gaz à effet de serre (GES) et l'écart avec les cibles de réduction afin qu'elle se familiarise avec ces données. D'autant plus qu'il n'y a pas de crise des finances publiques, mais qu'on se dirige vers une intensification de la crise écologique.
- Une nouvelle approche doit contribuer à amorcer une transition écologique et une transformation de notre modèle économique. Cette fiche vise à définir ce qu'est la transition écologique et montrer à quel point le Québec doit fortement relever la barre s'il veut respecter ses engagements en matière de climat et d'environnement.

Objectifs de la fiche :

- Saisir l'ampleur de l'urgence climatique en montrant à quel point on est loin d'être en voie d'atteindre les cibles de réduction des gaz à effet de serre.
- Montrer que le Québec fait partie des mauvais élèves en matière d'émission de GES.
- Expliquer la notion de « transition juste » et indiquer la voie à prendre pour s'engager dans cette transformation économique.

Questions pour l'amorce :

- Selon vous, quelles seront les conséquences des changements climatiques ?
- Le Québec est-il en voie d'atteindre ses cibles de réduction de GES ?
- La transition environnementale est-elle réaliste ou est-ce un luxe qu'on ne peut malheureusement pas se payer ?

DIAPO. N° 20

L'avis des dinosaures sur la destruction de l'économie – illustration 2

- Il est absurde d'accorder, comme le font les gouvernements, la priorité à la croissance économique alors que des catastrophes qui menacent la vie humaine vont nous frapper de plus en plus durement.
- Image : la météorite qui a provoqué l'extinction des dinosaures est sur le point de s'abattre sur la Terre. Un tyrannosaure s'exclame : « Oh non, la météorite va détruire l'économie ! »

DIAPO. N° 21

Qu'est-ce que la transition écologique

- Le concept de résilience en économie fait référence à la capacité d'une économie régionale à résister aux crises et aux perturbations qui l'atteignent (crise écologique, par exemple), puis à se réajuster de manière à en sortir indemne, voire en meilleur état.

DIAPO. N° 22

La production mondiale d'énergie fossile doit changer de trajectoire – graphique 5

- Le graphique 5 compare le niveau de réduction de la production d'hydrocarbures (pétrole, gaz naturel et charbon) nécessaire pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris.
 - La ligne rouge correspond à la production d'hydrocarbures prévue par les pays.
 - La ligne brune indique quelle serait la production d'hydrocarbures si les pays respectaient les engagements qu'ils ont pris.
 - La ligne verte montre quelle devrait être l'ampleur de la diminution de production d'hydrocarbures pour respecter la limite d'un réchauffement de 2 °C.
 - La ligne bleue montre quelle devrait être l'ampleur de la diminution de production d'hydrocarbures pour respecter la limite d'un réchauffement de 1,5 °C.
- La conclusion est claire : les gouvernements prévoient de produire 45 % plus d'hydrocarbures en 2030 que le niveau compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 2 °C (différence entre la ligne rouge et la ligne verte), et 110 % plus que ce qui est requis pour atteindre l'objectif de 1,5 °C (différence entre la ligne rouge et la ligne mauve).
- Exemples des répercussions des changements climatiques d'ici 2050 :
 - Aggravation des catastrophes naturelles (déjà bien commencées).
 - Disparition d'espèces végétales et animales.
 - Baisse des réserves d'eau douce touchant plus de 2,3 milliards de personnes.
 - Hausse des décès liés aux maladies respiratoires.
 - Augmentation des événements météorologiques extrêmes.
- Il y aura aussi des répercussions économiques mondiales d'ici 2050 :
 - Inondations : 1 billion de dollars d'ici 2050 à l'échelle mondiale. Des îles disparaîtront carrément.
 - De vastes mouvements de réfugié-e-s climatiques sont à prévoir.
 - Coût pour résorber annuellement les dommages des catastrophes naturelles au Canada : 5 milliards de dollars en 2020, 43 milliards de dollars en 2050.
 - Tout ça limite la croissance économique et la transition écologique devient de plus en plus une « aubaine » en comparaison du coût des catastrophes naturelles.
 - Pléthore d'autres coûts liés aux changements climatiques. Augmentation, par exemple, des coûts des systèmes de santé.

DIAPO. N° 23

État de la situation au Québec

- Le premier ministre du Québec a beau prétendre que le Québec est une société relativement peu polluante par rapport au reste de l'Amérique du Nord, c'est une donnée trompeuse puisque les pays d'Amérique du Nord sont, de loin, parmi les plus polluants dans le monde. Or, le Québec appartient à ce groupe, et la moyenne de GES émis par habitant-e y est deux fois plus élevée que la moyenne mondiale. Les émissions du Québec par habitant-e sont par ailleurs bien plus élevées que celles de la Norvège (un État pétrolier), de l'Union européenne ou encore de la Chine.

DIAPO. N° 24

Le Québec ne fait pas bonne figure - graphique 6

- Le graphique 6 compare les émissions de GES par habitant-e du Québec avec celles de différents pays dans le monde.

DIAPO. N° 25

Le Québec réussira-t-il la transition écologique ?

- Les mesures sur lesquelles mise en priorité le gouvernement du Québec (électrification des transports et Bourse du carbone) seront insuffisantes pour renverser la trajectoire actuelle d'émissions de GES.

DIAPO. N° 26

Le Québec risque de rater ses cibles en matière de réduction de GES – graphique 7

- Le graphique 7 montre l'évolution des GES émis par le Québec depuis 1985. On voit que ces émissions – le pointillé bleu – ont connu une tendance à la hausse jusqu'en 2007. Les points orange montrent les cibles de réduction du Québec. On s'aperçoit qu'on est très loin de pouvoir respecter la cible de 2020, et en encore plus celle de 2030.
- Le portrait est similaire au Canada, alors que le gouvernement continue de faire des faveurs à l'industrie des énergies fossiles. On voit pourquoi une transition énergétique et écologique est urgente : on ne peut plus se contenter de demi-mesures.

DIAPO. N° 27

Les secteurs les plus polluants ne sont pas ceux qui génèrent le plus d'emplois – tableau 1

- Le tableau 1 indique qu'en investissant dans les secteurs à plus faible intensité carbone, comme l'efficacité énergétique ou les transports en commun, l'effet sur l'emploi sera supérieur à celui qu'auraient des investissements dans les industries les plus polluantes du Québec.

DIAPO. N° 28

Transition écologique : pistes de réflexion

- La société québécoise doit prendre beaucoup plus au sérieux la crise climatique et ses conséquences.
- L'économie peut être réorganisée pour répondre à ces défis. Les investissements dans l'efficacité énergétique ou les transports en commun génèrent plus d'emplois que les industries les plus polluantes.
- Mais ces transformations doivent aller de pair avec la justice sociale. Elle ne peut se faire aux dépens de la solidarité sociale. La transition écologique doit donc absolument être juste pour les salarié-e-s et pour les communautés affectées par le désinvestissement de certaines industries polluantes.

DIAPO. N° 29

La politique monétaire – Thème 4/5

- Comment a-t-on pu dépenser autant pour la pandémie ? Comment pourrait-on financer la transition écologique dont nous avons besoin ? Pour répondre à ces questions, il faut prendre un moment pour réfléchir à la politique monétaire.
- Après la crise de 2008-2009, on disait que les gouvernements avaient utilisé toute leur marge de manœuvre financière. Au Canada plus particulièrement, des observateurs jugeaient irresponsable et dangereux pour les finances publiques de générer des déficits de 30 milliards de dollars. Au Québec, on a imposé des vagues d'austérité en réponse à des déficits de quelques milliards à peine dans un budget de près de 100 milliards de dollars.
- Pourtant, lorsque la pandémie a frappé, le gouvernement fédéral a réalisé un déficit de 360 milliards de dollars. Il est impossible de concevoir un tel chiffre si on ne comprend pas que la marge de manœuvre financière des gouvernements est bien plus grande que ce que nous laissent croire les conservateurs fiscaux et les partisans du néolibéralisme depuis une trentaine d'années.
- Pour mieux comprendre les options qui s'offrent à un gouvernement comme le Canada et – dans une moindre mesure – à une province comme le Québec, il faut démystifier la politique monétaire.

Objectifs de la fiche :

- Rappeler que l'impact de la politique monétaire est aussi important que la politique budgétaire sur l'activité économique.
- Expliquer pourquoi la politique monétaire ne sert pas l'intérêt de la majorité depuis une quarantaine d'années.
- Montrer comment la politique monétaire peut réduire l'influence des bailleurs de fonds privés et contribuer au financement de la transition écologique.

Questions pour l'amorce :

- À quoi sert la Banque du Canada, c'est-à-dire la banque centrale au Canada ?
- La Banque du Canada a-t-elle toujours eu pour seul mandat le contrôle de l'inflation ?
- La Banque du Canada devrait-elle hausser les taux d'intérêt pour limiter l'inflation actuelle ?

DIAPO. N° 30

Qu'est-ce que la politique monétaire ?

- La banque centrale, c'est la « banque des banques ». C'est elle qui régule les activités des grandes banques qui nous sont plus familières (Banque Nationale, Banque Laurentienne, Banque Scotia, etc.). Elle a un-e gouverneur-e non élu-e et elle est relativement autonome face au gouvernement.
- La Banque du Canada n'est pas neutre, tout comme le ministre des Finances ne l'est pas. Son action varie d'une époque à l'autre, les valeurs et les principes qui guident ses décisions évoluent et les intérêts qu'elle favorise, bien qu'indirectement, aussi.
- Il est donc important de s'y intéresser davantage.

DIAPO. N° 31

Comment la politique monétaire a-t-elle évolué ?

- Années 1940-1970 : Souplesse
 - Objectif de la politique monétaire : stabilité des prix + réduction du chômage.
- Années 1970-2010 : Mandat très limité
 - Objectif : maîtrise de l'inflation (entre 1 et 3 %).
- Années 2010-aujourd'hui : Exploration de nouveaux instruments
 - Banque centrale davantage interventionniste.
 - Objectif : stimuler l'économie.
 - Recours à des outils non conventionnels pour y parvenir
 - Apporte des liquidités aux marchés en achetant des titres privés sur les marchés.
 - Finance la dette du gouvernement en achetant des titres publics.
 - Tolérance plus grande pour l'inflation (même si le contrôle de l'inflation fait toujours partie de ses mandats).

DIAPO. N° 32

La Banque du Canada est beaucoup intervenue depuis le début de la pandémie – graphique 8

- Ce graphique montre la part de la dette du gouvernement fédéral qui est détenue par sa « propre » banque centrale, la Banque du Canada. On constate que cette part de la dette, que le Canada se doit à lui-même en quelque sorte, a fortement augmenté depuis le début de la pandémie.
- Cette dette pourrait ne jamais être remboursée.
- Le recours à cette stratégie montre que la politique monétaire offre une certaine souplesse au gouvernement, dont il se prive lorsqu'il applique un dogme visant à équilibrer le budget à tout prix.
- Cette approche permet aux gouvernements d'être plus autonomes face aux investisseurs privés et aux pressions que ceux-ci peuvent exercer sur les États.

DIAPO. N° 33

Quels sont les impacts de la politique monétaire ?

- Le type d'intervention privilégié par la banque centrale a un impact sur les finances publiques, sur l'économie et donc aussi sur les ménages et les salarié·e·s.

DIAPO N° 34

Politique monétaire : pistes de réflexion

- Une politique monétaire plus souple que celle appliquée depuis les années 1980 donne une marge de manœuvre salubre aux gouvernements.
 - Il faudrait élargir le mandat de la banque centrale pour qu'il ne soit plus seulement axé sur le contrôle de l'inflation. Il devrait aussi contenir des cibles en matière de taux de chômage, d'inégalités, d'émissions de GES, etc.
- L'inflation touche plus durement les grandes fortunes parce qu'elle amoindrit la valeur de leurs actifs.
 - La première solution est de soutenir les ménages, en particulier ceux à faible revenu, notamment ceux qui reçoivent des prestations gouvernementales non indexées, les travailleurs et travailleuses au salaire minimum et les retraité·e·s.
- Une hausse des taux d'intérêt pour limiter l'inflation pourrait précipiter un retour des politiques d'austérité en alourdissant le poids de la dette.
 - Il faut plutôt maintenir la marge de manœuvre dont bénéficient actuellement les États pour gérer la crise sanitaire et préparer la transition écologique.
 - On devrait par ailleurs mettre sur pied une banque de développement pour accorder des prêts à faible taux sur le long terme afin de faciliter la transition écologique.
 - On pourrait élargir cet appui aux provinces et aux villes en rachetant également une partie de leur dette.

DIAPO. N° 35

Planification démocratique – Thème 5/5

- Les nombreux dérèglements économiques, sociaux et environnementaux causés par l'économie capitaliste rendent nécessaire une réforme des principes qui guident le fonctionnement des entreprises publiques et privées. En clair, pour être bien alignée sur les besoins des communautés, l'économie doit être planifiée démocratiquement.

Objectifs de la fiche :

- Mettre en relief l'incohérence entre nos aspirations démocratiques et l'organisation antidémocratique de l'économie.
- Montrer comment l'organisation de l'économie et du travail n'est pas efficace et, au contraire, qu'elle est instable, qu'elle tend à concentrer la richesse et qu'elle n'a aucune considération pour les limites environnementales.
- Expliquer qu'une approche complètement distincte existe et qu'elle fonctionne avec la « planification démocratique » de l'économie. L'organisation démocratique du travail existe déjà dans certaines entreprises.

Questions pour l'amorce :

- Comment se répartit le pouvoir dans les entreprises conventionnelles ? Qui décide en dernière instance ?
- Une entreprise dont les propriétaires ont pour seul intérêt la rentabilité à court terme peut-elle avoir les mêmes intérêts que ses travailleurs et ses travailleuses et les communautés où elle œuvre ?
- Quels sont les recours d'une communauté lorsqu'une entreprise capitaliste va à l'encontre de l'intérêt collectif sur le plan social, environnemental, fiscal ou autre ?

DIAPO. N° 36

Qu'est-ce que la planification démocratique ?

- Les décisions économiques prises par les propriétaires et les dirigeant-e-s d'entreprises multinationales, de fonds d'investissement milliardaires et des plus grandes institutions financières définissent les paramètres et les conditions dans lesquels évoluent les plus petits acteurs économiques (PME, travailleurs et travailleuses, consommatrices et consommateurs individuels, coopératives, etc.). Dans nos sociétés, « la démocratie s'arrête à la porte de l'usine ». Y compris dans le secteur public, où, au fil des réformes, on a copié le mode de gestion centralisé et autoritaire des entreprises privées.
- Cette petite minorité de propriétaires et de dirigeant-e-s, qui n'est pas élue ni redevable à la population, prend les décisions les plus importantes concernant notre économie : que produire ? Quels secteurs économiques favoriser ? Lesquels abandonner ? Où investir ? Comment distribuer les ressources produites ? Etc.
- L'État a un pouvoir limité sur les grands leviers de l'économie, qui sont entre les mains des dirigeant-e-s et des propriétaires de grandes entreprises et d'institutions financières. Le résultat est que, dans les faits, l'orientation générale et la santé de l'économie d'un pays dépendent des décisions prises par cette minorité non élue.

DIAPO. N° 37

Qui prend les décisions dans différents modèles économiques ? – schéma 1

- Tous les jours, dans la vie économique d'une société, un grand nombre de décisions doivent être prises. Ces décisions peuvent être réservées à une minorité de dirigeant·e·s d'entreprises, comme c'est le cas dans l'économie capitaliste, ou elles peuvent faire l'objet de décisions démocratiques, c'est-à-dire que les citoyen·ne·s et les travailleurs et travailleuses sont au cœur de la prise de décision. Un gouvernement peut favoriser plutôt une approche ou plutôt une autre. Chose certaine, lorsque les capitalistes prennent les grandes décisions en fonction des seules perspectives de rentabilisation des investissements, ces décisions ne servent pas l'intérêt collectif et le bien commun. Elles leur sont même souvent carrément nuisibles.

DIAPO. N° 38

Quelles sont les conséquences du manque de planification démocratique ?

- Autrement dit, la recherche de profit infini ne repose pas avant tout sur l'avidité et l'égoïsme de certains individus, dans ce cas-ci les actionnaires, mais bien sur la nécessité vitale, pour les entreprises qui cherchent à survivre dans ce système, de rester compétitives afin de dégager des bénéfices.
- C'est en bonne partie ce fonctionnement qui est responsable de la crise écologique majeure à laquelle l'humanité fait actuellement face. En effet, cet impératif d'accumulation et de croissance infinies s'accompagne d'une surexploitation de la nature incompatible avec le respect des limites de la planète, dont les ressources ne sont, quant à elles, pas infinies.

DIAPO. N° 39

L'importance de satisfaire les actionnaires... à tout prix – illustration 3

- Si on continue à aligner le fonctionnement de l'économie sur les intérêts de gens qui pensent essentiellement au profit à court terme, ça pourrait bien mal se terminer...
- Image : Après la fin du monde, un ex-homme d'affaires s'adresse à des enfants : « Certes, le monde a été détruit. Mais auparavant, durant une période merveilleuse, nous avons créé énormément de rendement pour nos actionnaires. »

DIAPO. N° 40

Planification démocratique : pistes de réflexion

- Plutôt que de favoriser le développement des marchés et de l'entreprise privée capitaliste, l'État peut favoriser au contraire la démocratisation de l'économie. Cela peut vouloir dire nationaliser des industries, mais aussi appuyer le développement de coopératives, d'OBSL, etc.
- La planification démocratique, en visant l'atteinte de ces critères sociaux, faciliterait l'accroissement des revenus afin d'offrir un revenu viable à tous et à toutes.
- La planification démocratique facilitera la transition démocratique puisqu'elle impliquera les communautés directement concernées dans les décisions à l'égard de ces transformations, qui seront d'ailleurs hautement plus légitimes.

DIAPO. N° 41

Conclusion

DIAPO. N° 42

Clôture

- Si vous aimez le contenu et la mission de notre organisation, songez à devenir membre. Les membres permettent à l'IRIS de maintenir son autonomie face aux grandes institutions publiques ou privées.
- Vous pouvez également vous abonner à notre liste d'envoi hebdomadaire pour être tenu-e au courant de nos travaux et de nos activités.